

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

T A R I F

ACHAT	ABONNEMENT ANNUEL	ANNONCES
<ul style="list-style-type: none"> ● 1 à 12 pages..... 200 F ● 16 à 28 pages 600 F ● 32 à 44 pages 1000 F ● 48 à 60 pages 1500 F ● Plus de 60 pages 2 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● TOGO..... 20 000 F ● AFRIQUE..... 28 000 F ● HORS AFRIQUE 40 000 F 	<ul style="list-style-type: none"> ● Récépissé de déclaration d'associations .. 10 000 F ● Avis de perte de titre foncier (1^{er} et 2^e insertions) 10 000 F ● Avis d'immatriculation 10 000 F ● Certification du J.O. 500 F

NB. Le paiement à l'avance est la seule garantie pour être bien servi.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'EDITOGO Tél : (228) 221-37-18/221-61-07/08 Fax (228) 222-14-89 - BP 891 - LOME

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE - TEL : 221 - 27 - 01 - LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS

LOIS

2003

1^{er} oct. - Loi n° 10 portant création de communes urbaines..... 1

DECRETS

2003

26 sept. - Décret n° 247 / PR portant organisation et fonctionnement du secrétariat administratif permanent de la commission électorale nationale indépendante 2

26 sept. - Décret n° 248 / PR portant création des sections électorales en vue des élections locales 3

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS,
ARRETES ET DECISIONS

LOIS

LOI N° 2003-010 du 1^{er} octobre 2003 portant création de communes urbaines.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté :

Le président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier : Des communes urbaines sont créées dans les chefs-lieux des préfectures ci-après et reçoivent les dénominations suivantes :

- Commune urbaine de Kévé dans la préfecture de l'Avé ;
- Commune urbaine de Danyi-Apéyéme dans la préfecture de Danyi ;
- Commune urbaine d'Agou-Gadzépé dans la préfecture d'Agou ;

- Commune urbaine de Blitta dans la préfecture de Blitta ;
- Commune urbaine d'Elavagnon dans la préfecture de l'Est-Mono ;
- Commune urbaine de Tohou dans la préfecture du Moyen-Mono ;
- Commune urbaine de Tandjoaré dans la préfecture de Tandjoaré ;
- Commune urbaine de Mandouri dans la préfecture de Kpendjal ;
- Commune urbaine de Guérin-Kouka dans la préfecture de Dankpen.

Art. 2 : Le ressort territorial et les limites géographiques des communes urbaines ainsi créées seront fixés par décret en Conseil des ministres.

Art. 3 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Lomé, le 1^{er} octobre 2003

Le Premier ministre
Koffi SAMA

Le président de la République
Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 2003-247 / PR du 26 septembre 2003 portant organisation et fonctionnement du secrétariat administratif permanent de la Commission Electorale Nationale Indépendante.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation après avis de la Commission Electorale Nationale Indépendante ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 2000-007 du 5 avril 2000 portant code électoral, modifiée par la loi n° 2002-01 du 12 mars 2002 et la loi n° 2003-01 du 7 février 2003 ;

Vu le décret n° 2003-229/PR du 29 juillet 2003 portant composition du gouvernement modifié par le décret n° 2003-233/PR du 4 août 2003 ;

Le Conseil des ministres entendu ;

DECRETE

Article premier : La Commission Electorale Nationale Indépendante dispose d'un secrétariat administratif permanent ayant pour mission d'assurer la continuité et la permanence de la Commission.

Art. 2 : Le secrétariat administratif permanent de la Commission Electorale Nationale Indépendante est chargé :

- de la gestion courante de la Commission Electorale Nationale Indépendante ;
- de la gestion de la mémoire administrative et du patrimoine électoral ;
- de la gestion du personnel de la Commission Electorale Nationale Indépendante ;
- de l'élaboration des propositions et procédures en vue d'améliorer les processus référendaires et électoraux.

Art. 3 : A la fin de chaque scrutin, le secrétariat administratif permanent sur la base du rapport général, fait des propositions en vue d'améliorer les futures échéances référendaires et électorales.

Art. 4 : Entre deux élections, le secrétariat administratif permanent fonctionne de manière autonome, sous la tutelle administrative du ministère de l'Intérieur.

Art. 5 : Le secrétariat administratif permanent est placé sous l'autorité d'un secrétaire administratif permanent nommé par décret en conseil des ministres sur proposition du ministre en charge de l'Administration territoriale.

Il est le garant de la continuité et de la permanence de la Commission Electorale Nationale Indépendante. A ce titre, il a autorité sur tout le personnel administratif de la Commission.

Art. 6 : Le secrétaire administratif permanent gère le budget de fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante et les fonds mis à la disposition de cette dernière dans le cadre des consultations référendaires et électorales. A ce titre il contresigne les chèques avec le président de la Commission Electorale Nationale Indépendante.

Art. 7 : En période électorale, le secrétaire administratif permanent veille à l'harmonie fonctionnelle entre le personnel administratif et les membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante.

Il assure le secrétariat des travaux des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante et à ce titre assiste sans voix délibérative à leurs plénières.

Art. 8 : Le secrétaire administratif permanent est assisté de trois (03) adjoints ayant qualité de conseillers en charge des affaires suivantes :

- Administration, finances et logistique électorale ;